

Venezuela : la violation des droits humains s'aggrave avec la pandémie

dimanche 16 août 2020, par [CAMPOS Oly Millán](#), [GARCIA Juan](#), [LANDER Edgardo](#), [MARQUEZ Gustavo](#), [MOSONYI Esteban Emilio](#), [NAVARRO Héctor](#), [OSORIO Ana Elisa](#), [RODRÍGUEZ Santiago Arconada](#), [SÁNCHEZ Roberto López](#) (Date de rédaction antérieure : 13 août 2020).

La violation des droits humains fondamentaux s'est aggravée au Venezuela pendant la période de gouvernement de Nicolás Maduro. Depuis la mise en quarantaine décrétée en raison de la pandémie Covid19, ces violations se sont accentuées malgré la baisse générale de l'activité sociale, publique et privée, dans tout le pays.

Des confrontations révélatrices

Deux événements récents illustrent cette grave situation : l'agression commise par des membres de la Garde nationale contre des citoyens faisant la queue pour de l'essence à Aragua de Barcelona (Anzoátegui), qui a fait un mort et plusieurs blessés, et l'expulsion décrétée par le gouvernement des résidences étudiantes « Livia Gouverneur » à Caracas, selon le prétexte qu'elles auraient été utilisées pour héberger des patients infectés par le coronavirus.

Samedi 25 juillet, plusieurs membres de la Garde nationale bolivarienne (GNB) ont tiré sur des citoyens qui protestaient contre ce qu'ils considéraient comme des irrégularités dans la file d'attente pour fournir de l'essence à une station d'Aragua à Barcelone, faisant un mort et une blessure par balle [1]. Face à cette agression, deux procureurs ont été nommés pour enquêter sur les faits et la police a arrêté quatre membres du GNB [2].

Ce meurtre s'ajoute à la mort récente d'un autre citoyen lors d'une manifestation populaire contre des irrégularités dans l'approvisionnement en essence à Isla de Toas (Zulia) le 15 juillet, où le GNB est en cause. [3]. Ce meurtre, à notre connaissance, n'a pas fait l'objet d'une enquête de la part du parquet et personne n'a été arrêté.

Tout le Venezuela est conscient et souffre des graves irrégularités qui se produisent depuis des mois dans les stations-service lors de la fourniture de carburant aux citoyens. D'énormes files d'attente qui durent jusqu'à plusieurs jours pour faire le plein d'essence. Entretemps, des responsables militaires de concert avec les travailleurs de ces stations-service, font passer de nombreux véhicules avant les autres, si les conducteurs acceptent de payer une « facture » illégale en dollars. Les protestations sont quotidiennes dans tout le pays par des citoyens agacés et fatigués de tant de mépris. Les cas d'agression physique à l'intérieur des stations-service sont très fréquents.

L'expulsion des résidences étudiantes « Livia Gouverneur » à Caracas avec l'argument du gouvernement selon lequel elles seraient utilisées pour héberger des patients covid19 signifiait également une violation ouverte des droits des étudiants concernés : le raid s'est fait en pleine nuit ; on a imposé des tests dont la véracité a été mise en doute par les étudiants eux-mêmes ([4]). Les étudiants ont finalement été expulsés de force, et certains d'entre eux ont été détenus pendant une courte période. [5]. Visiblement, la police n'a pas tenu compte du fait que de nombreux étudiants viennent de l'intérieur du pays. Ils travaillent en même temps qu'ils étudient (forcés par la grave

crise économique qui affecte également leurs familles). À Caracas, ils ont un meilleur accès à Internet que dans leurs lieux d'origine. Les renvoyer chez eux peut simplement signifier l'abandon définitif de leurs études. Bien que plusieurs des étudiants expulsés sont liés au PSUV et au gouvernement Maduro et continuent de se réclamer du gouvernement, le processus d'expulsion s'est poursuivi.

Le droit de la vie sur la brèche

La violation répétée des droits de l'homme fondamentaux, tels que le droit à la vie, continue pendant la pandémie. Nous parlons des nombreux morts de citoyens lors d'affrontements présumés avec les forces de police. Le 11 juin, sur l'ancienne autoroute Caracas-La Guaira, cinq citoyens ont été assassinés par la FAES (Force d'actions spéciales de la Police nationale bolivarienne-PNB). L'un de des morts était l'escorte d'un ministre. Par la suite, la ministre a dénoncé ce meurtre [6], le qualifiant de « comportement aberrant de ces fonctionnaires ». Le parquet a ordonné l'arrestation de cinq membres du FAES, pour « usage excessif et disproportionné de la force » [7].

Les décès de citoyens qui prétendent « résistent à l'autorité » se sont multipliés de façon exponentielle au cours de la dernière décennie. Selon des chercheurs universitaires [8], les chiffres fournis par les autorités entre 2010 et 2018 indiquent que « 23 688 personnes sont mortes aux mains des forces de sécurité de l'État ». Selon la compilation pour l'année 2018, on dénote 5 287 décès aux mains de la police [9], ce qui signifie une stupéfiante augmentation de 622% par rapport à la décennie. En 2010, les homicides commis par la police comptaient pour 4% du total, alors qu'en 2018, ce pourcentage est monté à 33% (un homicide sur trois est commis par la police).

Le FAES, créé par le gouvernement Maduro en juillet 2017, exprime une vision qui conçoit l'action policière comme une question de sécurité militaire et nationale. Le résultat, ce sont les milliers de citoyens assassinés au cours de la dernière décennie, un chiffre qui est aujourd'hui proche de 30 000 personnes.

De facto, le gouvernement a rétabli la peine de mort, se traduisant par des exécutions sommaires de criminels présumés. Ceci constitue une violation très grave de la Constitution bolivarienne, qui crée un climat de terreur dans les quartiers les plus pauvres. Cette violation des droits de l'homme les plus élémentaires a été dénoncée même par des députés de l'Assemblée nationale constituante [10].

Le gouvernement maintient la persécution et la répression contre des organisations et des individus qui s'y opposent politiquement, ou qui exercent simplement leurs droits de citoyens en dénonçant les irrégularités dans l'administration publique et en exigeant que les institutions fassent leur travail. Cette répression est allée jusqu'à l'assassinat de chefs de l'opposition tels que le conseiller Fernando Albán en octobre 2018, qui a été jeté par une fenêtre au 10^e étage du bâtiment SEBIN [11] à Caracas, après avoir été torturé en détention, comme le rapporte son avocats sur la base des preuves observées dans le cadavre [12]. Un autre cas de meurtre d'un détenu politique est le capitaine Rafael Acosta Arévalo, assassiné sous la torture en juin 2019 [13].

La politique de la haine

La répression politique, les arrestations et la torture des détenus frappent les dirigeants syndicaux et les journalistes exerçant leurs droits constitutionnels dans leurs domaines de travail respectifs [14]. C'est le cas de Rubén González, soumis à des tribunaux militaires, dirigeant syndical au sein de l'entreprise FMO [15]. Rodney Alvarez, également ouvrier de Ferrominera. Alfredo Chirinos et Aryenis Torrealba, ingénieurs de PDVSA qui ont dénoncé des affaires de corruption et ont été détenus et torturés par la DGCIM [16], accusés d'être des traîtres à la patrie et d'être des « informateurs de la CIA ». Javier Vivas Santana, chroniqueur pour le site aporrea.org a été arrêté

en mars 2020 pour ses écrits critiques envers le gouvernement [17]. Le leader politique et communicateur Nicmer Evans, arrêté en juillet 2020, a été accusé d'« incitation à la haine » [18].

La soi-disant « loi contre la haine » approuvée par l'Assemblée nationale constituante inconstitutionnelle en novembre 2017 [19], a permis au gouvernement de persécuter et de faire taire les espaces de communication et les leaders sociaux qui remettent en question les irrégularités de l'action gouvernementale. C'est une loi qui ne s'applique qu'à ceux qui s'opposent à la politique au gouvernement. Le président Maduro lui-même et nombre de ses ministres et principaux représentants du PSUV présentent en permanence des excuses publiques pour la haine envers leurs opposants, sans qu'aucune enquête n'ait été ouverte à ce jour. C'est une loi « ad hoc » utilisée comme une arme de contrôle social et de répression politique selon sa convenance.

La persécution du journalisme critique s'exprime également dans le blocage des pages Web qui publient des plaintes et des opinions sur la politique nationale, comme cela se produit depuis des années avec le blocage du Web aporrea.org et d'autres. Cette politique contre tous les espaces de critique et de dénonciation se manifeste également dans la campagne que le président Maduro lui-même [20] et Diosdado Cabello ont menée contre l'organisation Provea [21], qui depuis 30 ans promeut la défense des droits de l'homme au Venezuela.

La misère et le non-respect des droits fondamentaux

La politique ultra-néolibérale de restriction des salaires qui dirige depuis des années le gouvernement de Maduro est un autre scénario de violation des droits humains fondamentaux et de la Constitution [22]. La rémunération du travail a disparu dans le Venezuela prétendument « socialiste » de Maduro, car aujourd'hui le salaire minimum plus la prime alimentaire dépasse à peine trois dollars par mois, contrastant avec la dure réalité avec laquelle vivent tous les travailleurs de ce pays, surtout si on compare cette situation avec d'autres pays de l'hémisphère : Uruguay, 462 dollars par mois ; Chili, 431 ; Équateur 394 ; Paraguay, 355 ; Argentine 298 ; Pérou, 275 ; Brésil, 257 ; Colombie, 254 ; Mexique, 156 ; et Haïti, 59. La survie des travailleurs et de leurs familles au Venezuela est sérieusement menacée en raison de l'incapacité de se nourrir, et encore moins de couvrir d'autres dépenses de base avec un salaire de trois dollars par mois.

La violation des droits de l'homme s'étend à de multiples expressions des droits sociaux inscrits dans la Constitution :

- Le droit à la santé, qui ne veut plus dire grand-chose compte tenu du déficit de médecins et d'infirmières en raison de l'immense migration due aux bas salaires ; le manque d'équipement, de fournitures médicales et de médicaments pour soigner les patients dans les hôpitaux publics et les patients ambulatoires ; la diminution des campagnes de vaccination préventive et la réapparition de maladies éradiquées depuis des décennies (comme le paludisme et la tuberculose) [23].
- Le droit à la sécurité sociale, qui n'existe presque plus avec la quasi-disparition de la valeur réelle des pensions, dont le montant dépasse à peine un (1) dollar par mois. Les citoyens retraités, pour des raisons évidentes de leur âge et, dans de nombreux cas, de leur état de santé, ne sont pas en mesure de rechercher d'autres sources de revenus que les pensions. Des centaines de milliers de personnes âgées sont au bord de la famine en raison de l'incapacité de se nourrir ne serait-ce qu'un jour avec les revenus qu'elles reçoivent de l'État.
- Le droit à l'éducation est violé, du fait de la diminution excessive des budgets du système éducatif à tous les niveaux, la disparition absolue du financement de la recherche scientifique dans les universités et de toutes les activités connexes (acquisition d'équipement et de matériel, achat de livres et autres publications, participation à des événements nationaux et internationaux). Aujourd'hui, le Venezuela est un pays où la recherche scientifique en tant que

telle a disparu, à quelques exceptions près, soutenue par des financements privés et l'effort personnel de chercheurs des universités publiques.

- Les droits des peuples autochtones sont bafoués à travers un ensemble de violations localisées dans l'exploitation de l'arc minier de l'Orénoque [24] et en lien avec les récentes résolutions du CNE éliminant le vote direct des peuples autochtones pour élire l'Assemblée nationale [25].
- La violation de pratiquement tous les droits du travail inscrits dans la Constitution et dans la loi organique du travail (LOTTT) se traduit par le mémorandum 2792 du ministère du Travail d'octobre 2018 [26], qui fait fi de tous les contrats collectifs en vigueur dans l'administration publique et dans le secteur privé, balayant en un seul acte les conquêtes ouvrières accomplies sous Hugo Chávez. La politique du gouvernement consiste à « aplatir » les grilles salariales, en établissant des différences minimales entre les salaires de départ et les niveaux de rémunération les plus élevés, en violant le principe constitutionnel de progressivité des droits du travail, en ignorant l'ancienneté, la formation professionnelle et technique, les degrés de responsabilité et la méritocratie des travailleurs.
- La violation des droits de l'homme est également présente dans le traitement que le gouvernement accorde aux Vénézuéliens qui reviennent d'autres pays en raison de la pandémie. Le gouvernement les qualifie de ressortissants « bioterroristes » qui reviennent par des passages illégaux de frontières [27]. C'est une incitation à la haine et la porte est ouverte à la répression policière militaire. Les citoyens qui rentrent au pays sont exposés au mépris public et sont en fait soumis à des mauvais traitements, car ils ont perdu leur emploi dans les pays respectifs vers lesquels ils avaient émigré. Entretemps, l'entrée « légale » dans le pays est extrêmement restreinte et, dans certains cas, inexistante. Le soi-disant « plan de retour à la patrie » de Maduro s'est terminé par son contraire : « ne reviens pas, nous ne voulons pas de toi ici ».

L'État d'exception permanent

En résumé, la violation des droits humains fondamentaux consacrés dans notre constitution et les lois de la République a été une constante sous le gouvernement de Nicolás Maduro. Elle s'est maintenue et dans certains cas accentuée pendant les mois de quarantaine décrétés à l'occasion de la pandémie de Coronavirus. De facto, le gouvernement maintient un état d'exception permanent, suspendant les garanties, telles que le droit à la vie, l'interdiction de l'isolement cellulaire et de la torture, une procédure régulière, le droit à l'information et d'autres droits. biens incorporels (article 337 de la Constitution).

Au-delà de la dénonciation de cette grave situation qui transforme le Venezuela en un territoire où l'état de droit n'existe pas et où les abus contre les citoyens sont une politique étatique, nous pensons qu'aujourd'hui, plus que jamais, qu'il faut trouver une solution urgente face à la crise profonde que traverse le pays dans tous les ordres. Une solution qui, comme nous l'avons proposé à plusieurs reprises, doit être recherchée par des moyens pacifiques, démocratiques et constitutionnels, sur la base d'accords consensuels entre tous les secteurs politiques et sociaux du pays.

Santiago Arconada
Juan García
Edgardo Lander
Roberto López Sánchez

Gustavo Márquez Marín
Oly Millán Campos
Esteban Emilio Mosonyi
Héctor Navarro
Ana Elisa Osorio

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

P.-S.

Santiago Arconada, Juan García, Edgardo Lander, Roberto López Sánchez, Gustavo Márquez Marín, Oly Millán Campos, Esteban Emilio Mosonyi, Héctor Navarro, Ana Elisa Osorio, pour la Plateforme citoyenne de défense de la constitution

<http://alter.quebec/venezuela-la-violation-des-droits-humains-saggrave-avec-la-pandemie/>

Plateforme altermondialiste est un réseau québécois qui se propose de renforcer la réflexion sur le néolibéralisme 2.0 et d'esquisser des chemins que pourrait emprunter l'altermondialisme sous ses diverses formes. Notre projet est de participer à la réflexion qui se manifeste dans différents lieux depuis quelque temps sur le renouvellement de l'altermondialisme et de l'internationalisme.

Pour prendre contact avec Plateforme altermondialiste : [plateformealtermondialiste gmail.com](mailto:plateformealtermondialiste@gmail.com)

Notes

[1] Le GNB aurait assassiné un homme et en blessé un autre pour avoir allégué des abus dans une station-service.

<https://www.aporrea.org/ddhh/n357398.html>

[2] 4 détenus qui étaient avec le capitaine sous enquête sont morts dans des circonstances douteuses.

<https://www.panorama.com.ve/sucesos/Detenidos-4-gnb-que-iban-con-el-capitan-investigado-por-muerte-en-bomba-de-Anzoategui-20200726-0043.html>

[3] Ils ont tué un pêcheur sur l'île de Toas qui protestait contre la distribution frauduleuse de l'essence.

<https://www.panorama.com.ve/sucesos/Matados-a-un-pescador-en-isla-de-Toas-en-protesta-por-gasolina-20200716-0076.html>

[4] <https://twitter.com/VivaLaUCV/status/1286900373031202816>

[5] <https://efectococuyo.com/la-humanidad/livia-gouverneur-del-icone-de-lucha-al-desalojo-de-estudiantes/>

[6] <https://www.elnacional.com/venezuela/iris-varela-tras-assinato-de-su-escolta-la-actuacion- aberrante-de-esos-funionales-no-quedara-impune/>

[7] <https://twitter.com/irisvarela/status/1271897496927834113/photo/4>

[8] Samedi 28/03/2020. <https://www.aporrea.org/ddhh/a288589.html>

[9] Comment la violence est-elle organisée par l'État au Venezuela ? Keymer Ávila, 22/06/2020. <https://www.aporrea.org/ddhh/a291996.html>

[10] Le député Chaviste de l'ANC a vécu dans sa propre chair les abus du FAES. 18 juillet 2020 . <https://monitordolarvzla.com/diputado-chavista-de-la-anc-vivio-en-carne-propia-atropello-de-la-faes/>

[11] Service national de renseignement bolivarien.

[12] <https://www.infobae.com/america/venezuela/2019/07/30/los-abogados-del-concejal-fernando-alban-difundieron-evidencias-de-las-torturas-que-sufrio-avant-de-mourant-en-garde-de-sebin/> .

[13] <https://www.infobae.com/america/venezuela/2020/06/28/a-un-ano-del-assinato-de-rafael-acosta-arevalo-la-esposa-del-capitan-detalle-la-torture-brutale-subie-par-la-dictature-militaire-par-la-dictature-chaviste/> .

[14] Il y a aujourd'hui plusieurs centaines de prisonniers politiques au Venezuela, dont une centaine de militaires.

[15] <https://eldiario.com/2020/07/31/ruben-gonzalez-simbolo-para-los-trabajadores-detados-por-el-regimen/> .

[16] Direction générale du contre-espionnage militaire.

[17] <https://talcualdigital.com/dgcim-detiene-a-periodista-javier-vivas-santana-aun-se-desconocen-los-motivos/>

[18] <https://www.cinco8.com/periodismo/detados-el-politologo-nicmer-evans/>

[19] <https://cpj.org/es/2017/11/nueva-ley-contra-el-odio-de-venezuela-se-propone-s/> .

[20] <https://www.elnacional.com/venezuela/nicolas-maduro-acuso-a-la-ong-provea-de-ser-financiada-por-la-cia/>

[21] Programme vénézuélien d'éducation-action en matière de droits de l'homme.

[22] Venezuela : Pourquoi avons-nous le salaire le plus bas du monde ? Manuel Sutherland . 05/03/2020. <https://www.sinpermiso.info/textos/venezuela-por-que-tenemos-el-salario-mas-bajo-del-mundo>

[23] <https://www.voanoticias.com/archivo/oms-sistema-de-salud-de-venezuela-sigue-en-ca%C3%A1da-libre#:~:text=GINEBRA%20%2D%20La%20ONU%20et%20las,certains%20time%20se%20consemed%20expir%C3%A9.>

[24] Rapport : Situation de l'Amazonie vénézuélienne en période de pandémie. 17/07/2020 . <https://www.ecopoliticavenezuela.org/2020/07/17/informe-situacion-de-la-amazonia-venezolana-en-tiempos-de-pandemia/>

[25] <https://oevenezolano.org/2020/08/el-cne-continua-violando-la-constitucion/>

[26] Note-circulaire n ° 2792. Lignes directrices à mettre en œuvre dans la négociation collective dans le cadre du programme de relance économique, de croissance et de prospérité. Ministère du Pouvoir Populaire pour le processus social du travail. 10/11/2018. Publié dans : <http://www.laizquierdadiario.com.ve/Trabajadores-marcharon-en-Caracas-contra-el-plan-de-ajuste-de-Maduro-y-los-empresarios>

[27] » *Un #TrocheroInfectado est un bioterroriste qui peut vous prendre la vie et celle de vos proches* « , a déclaré le père Numa Molina, très lié politiquement au gouvernement Maduro. https://twitter.com/numamolina/status/1283375042081030146?ref_src=twsrc%5Etfw%7Ctwcamp%5Etweetembed%7Ctwterm%5E1283375042081030146%7Ctwgr%5E&ref_url=https%3A%2F%2Fwww.aporrea.org%2Fmedios%2Fa293118.html Déclarations Le président Maduro lui-même et d'autres hauts fonctionnaires comme Freddy Bernal ont donné la même chose.